

Dépolitisons l'électricité !

Thomas-Olivier Léautier, chercheur à l'École d'économie de Toulouse (TSE) - 01/09/2009

Déterminés par le gouvernement, ses prix sont trop bas pour écarter le risque de pénurie faute d'investissement.

Alors que le président d'EDF suggérait en début d'été une augmentation de 20 % sur trois ans du tarif de l'électricité en France, le gouvernement semble aujourd'hui s'orienter vers une hausse beaucoup plus limitée. Une décision paradoxalement bien plus inquiétante que rassurante.

Les experts estiment en effet à 35 euros le mégawattheure d'électricité nucléaire dans les tarifs réglementés (qui incluent transport et distribution), un prix en réalité très inférieur à son coût complet, évalué à 42 euros le mégawattheure (charges d'exploitation et rémunération de l'investissement comprises), et même à plus de 55 euros le mégawattheure si l'on tient compte du renouvellement nécessaire des réacteurs nucléaires.

Or un prix inférieur au coût complet conduit à une consommation excessive et, à terme, à une situation de pénurie. De tels phénomènes sont apparus au milieu des années 2000 aux Etats-Unis. En Nouvelle-Angleterre, en 2006, il manquait 2,2 milliards de dollars pour financer des investissements électriques indispensables ! Du coup, les autorités ont dû développer dans l'urgence des mécanismes pour combler ce manque à gagner.

Cette situation n'est pas rare. Dans les années 80, plusieurs gouvernements de pays en voie de développement avaient maintenu les tarifs artificiellement bas, ce qui a causé une dégradation des infrastructures et du service, débouchant dans la plupart des cas sur une privatisation auprès d'un opérateur étranger.

La mauvaise nouvelle pour nos concitoyens est que le prix de l'électricité en France est encore aujourd'hui fixé par des politiques, selon un processus pour le moins opaque et avec un horizon de temps bien inférieur au cycle d'investissement de l'industrie électrique.

Pour éviter les dérives, il faudrait au moins accroître la transparence sur les coûts de production afin de nourrir le débat public. Ofgem, le régulateur britannique, fournit ainsi aux citoyens toutes les données disponibles sur son site Internet. Il faudrait limiter l'influence du politique sur les tarifs. En attendant, il s'agit d'accroître le rôle, les moyens et surtout l'autonomie de la Commission de régulation de l'énergie.

Si rien n'est fait, le sous-investissement perdurera, la sécurité d'approvisionnement sera fragilisée... Le résultat sera une brutale hausse des prix pour rattraper le retard d'investissement.